



**Bureau d'information
et de communication**

Rue de la Barre 2
1014 Lausanne

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

L'Etat investit plus de 800 millions par année jusqu'en 2020

Le chef du Département des finances et des relations extérieures a détaillé aujourd'hui les investissements actuels et à venir du canton. De janvier 2011 à juillet 2013, l'Etat a engagé des investissements bruts à hauteur de 2,64 milliards de francs. Il poursuivra dans cette voie: le plan de la période 2014-2018 prévoit des investissements dépassant 800 millions en moyenne par année; et cela jusqu'en 2020 au moins si les conditions de financement et de mise en oeuvre le permettent.

L'inventaire des 108 objets d'investissement décrétés par le Grand Conseil de janvier 2011 à juillet 2013 atteint un montant brut de 1,26 mrd (part nette Etat 1,11 mrd). Tenant compte en outre des nouveaux prêts (montant brut 549 mios) et garanties (828 mios) octroyés durant la même période, l'Etat a engagé des crédits d'investissement pour 2,64 mrds bruts (1,97 mrd net) en deux ans et demi.

Figurent parmi les objets adoptés depuis le dernier point de situation de juin 2012 l'hôpital unique de l'enfant (170 mios), le bloc opératoire du CHUV (105 mios), les établissements pénitentiaires (34 mios), les écoles professionnelles (16 mios), l'entretien des bâtiments (62 mios) ou encore le nouveau Parlement (21 mios).

Le projet de budget 2014 ainsi que le plan d'investissement pour les années 2015 à 2018 confirment ce niveau d'investissement avec une moyenne annuelle de 844 mios bruts (817 mios nets). Le chef du DFIRE relève que cette moyenne est plus élevée que le haut de la fourchette définie par le Programme de législature (800 mios).

Parmi les 178 objets nouveaux planifiés jusqu'en 2018, on peut citer les routes (93 mios pour la seule année 2014), les gymnases et écoles professionnelles (39 mios en 2014), l'hôpital de Cery (15 mios en 2014), le RER Broye (43 mios pour 2015-2018), les établissements pénitentiaires (48 mios pour 2015-2018), l'UNIL et les HES (228 mios pour 2015-2018), ainsi que les infrastructures des Alpes vaudoises (21 mios pour 2015-2018). En ajoutant également les prêts et garanties, l'Etat prévoit au final d'investir directement ou indirectement 4,22 mrds bruts (4,09 mrds nets) dans l'économie vaudoise sur les cinq prochaines années.

Il y a trois ans, l'Etat présentait une cartographie des investissements projetés dans le

canton de 2011 à 2020, pour un montant global de quelque 12,71 mrds. Une nouvelle mise à jour de cette analyse prospective aboutit aujourd'hui à une dépense totale de 14,47 mrds, soit 1,76 mrd de plus qu'en 2010, pour une part nette de l'Etat de 8,70 mrds.

Pour le chef du Département des finances vaudoises, le maintien de ce niveau d'investissement très élevé dépendra de la capacité de l'Etat à maîtriser ses dépenses ordinaires pour parvenir à absorber les coûts importants induits par les grands travaux de demain. A titre d'exemple, les charges annuelles (intérêts, amortissement, entretien) d'un investissement de 1 mrd équivalent à 10% environ, soit 100 mios par année au ménage courant de l'Etat.

Bureau d'information et de communication de l'Etat de Vaud

Lausanne, le 11 octobre 2013

RENSEIGNEMENTS POUR LA PRESSE UNIQUEMENT

DFIRE, Pascal Broulis, Conseiller d'Etat, 021 316 20 01 Eric Birchmeier, chef du Service d'analyse et de gestion financières, 021 316 25 50

TÉLÉCHARGEMENT(S)

[Presentation - Investissements Etat 11 10 2013](#)